

les prodigues, ce sont les membres du cabinet lui-même. Les fonctionnaires s'efforcent, pour la plupart, de naviguer au plus près; étant eux-mêmes contribuables, ils sont sensibles au gaspillage qu'impliquent les projets inutiles. Ils ne peuvent cependant aller à l'encontre de leurs patrons politiques—ce cabinet en déconfiture. Ce sont les membres du cabinet qui jettent les millions par les fenêtres et qui s'abstiennent de répondre aux critiques de l'auditeur général.

On trouve un dérivé de cette façon de penser dans le blocage complet des effectifs de la fonction publique. Il est bien rare, je le signale, que j'abonde dans le sens du président du Conseil du Trésor. Mais le 7 décembre 1967—il y a tout juste trois mois—avant que le ministre des Finances impose le blocage, le président du Conseil du Trésor a exprimé les idées que je défends. Comme il les a exposées plus énergiquement et plus éloquentement que je n'aurais jamais pu le faire, je tiens à les citer. Je rappelle aux députés que je vais citer les paroles du président du Conseil du Trésor et je voudrais qu'ils se le représentent, parlant avec sa façon et sa désinvolture habituelles. Je cite un passage de la page 5172 du hansard:

Je ne crois toutefois pas qu'il soit nécessaire de bloquer complètement les effectifs actuels. Cela a été proposé de plusieurs côtés, et nous avons étudié la chose. Jadis, les gouvernements fédéral et provinciaux ont essayé de geler les effectifs, mais cela n'a jamais réussi. Cela a donné lieu à des injustices, des distortions, des frustrations et même à des gaspillages, puisque cela a forcé des hauts fonctionnaires à se passer de personnel auxiliaire, pourtant indispensable à la bonne marche du travail.

Souvenez-vous, monsieur l'Orateur, qu'il n'y a que trois mois de cela:

Les conséquences néfastes de pareille mesure se font sentir longtemps après qu'elle est abandonnée ou abolie. Au mieux, le blocage ne sert qu'à gagner du temps, en attendant de pouvoir élaborer une politique propre à ralentir le grossissement des effectifs. Le blocage n'est pas une politique: c'est plutôt l'indication de l'absence de politique...

(Applaudissements)

M. MacInnis: Démissionnez, démissionnez.

L'hon. M. Bell: Écoutez bien ceci, monsieur l'Orateur:

... et de l'incapacité de l'organisme initiateur à élaborer une politique. Nous avons adopté une politique, et nous allons l'appliquer.

N'entendez-vous pas le président du Conseil du Trésor prononçant ces paroles? Je lui dis: «Oh! constance, tu es un trésor».

[L'hon. M. Bell.]

Quand je me suis mis à réfléchir sur les paroles du président du Conseil du Trésor, que j'approuve entièrement, puis sur ce qu'il avait fait, j'en ai conclu qu'il n'y avait que deux hommes pour décrire exactement ce qui s'était passé, Gilbert et Sullivan. J'ai donc cherché dans *Utopia Limited* les mots qui s'appliquent ici. Le texte qui sert d'introduction à l'entrée en scène de sir Bailey Barre, c.r., député, devrait servir à présenter le président du Conseil du Trésor, c.a., député. Je cite:

A complicated gentleman allow me to present,
Of all the arts and faculties the terse embodiment,
He's a great Arithmetician who can demonstrate
with ease,

That two and two are three, or five, or anything
you please,

An eminent Logician who can make it clear to
you

That black is white—when looked at from the
proper point of view;

A marvellous Philologist who'll undertake to show
That 'yes' is but another and a neater form of
'no'.

(Applaudissements)

Une voix: C'est le propre du ministre des Finances.

L'hon. M. Bell: Monsieur l'Orateur, ce qui le 7 décembre dernier s'était révélé comme l'absence de politique devient maintenant une politique; on a la preuve que le président du Conseil du Trésor disait vrai quand il prétendait que le gouvernement qui impose le blocage est incapable d'élaborer une politique. Il n'était plus nécessaire de prouver à la Chambre que ce gouvernement était incapable. La politique que, le 7 décembre, le président du Conseil du Trésor disait avoir été toujours vaine et avoir entraîné des inégalités, du chambardement et du gaspillage vient de trouver grâce dans son cœur comme une sagesse inspirée. Est-il besoin d'en dire plus pour prouver que ce gouvernement de l'incertitude ignore d'un mois à l'autre où il va, en fait il ne sait même pas d'où il est parti. (Applaudissements)

● (5.20 p.m.)

Henri Bourassa, de par sa profonde expérience, a décrit cette attitude en s'écriant: «Le libéralisme a comme seule politique de n'en pas avoir et comme seul principe de ne s'inspirer d'aucun.»

Ce bill renferme la même proposition que le bill C-193, peu regretté, sauf par le ministre des Finances car il a avoué que, selon lui, il valait mieux que cette nouvelle mesure.